



La jurisprudence francophone des cours suprêmes


<https://juricaf.org>



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

<https://www.ahjucaf.org>



Suivez-nous sur Facebook 

Diffuser la jurisprudence des Cours suprêmes judiciaires de la francophonie au temps d'internet

Synthèse comparative de 28 Cours suprêmes

Jean-Paul JEAN

Président de chambre honoraire à la Cour de cassation (France)
Secrétaire général de l'AHJUCAF

Beyrouth Congrès de l'AHJUCAF 13-14 juin 2019



Diffuser la jurisprudence des Cours suprêmes judiciaires de la francophonie au temps d'internet

Étude AHJUCAF juin 2019
28 Cours suprêmes judiciaires de la francophonie

CANADA

Ont participé à l'établissement du questionnaire et à son analyse

Jean-Paul Jean, Mehdi Ben Mimoun,
Boubou Ba (Secrétariat général AHJUCAF)
Hassane Djibo (Niger), Malick Sow (Sénégal)
Pascale Deumier (Université Lyon 3),
Karim El Chazli (Lausanne)



COURS COMMUNAUTAIRES

3

CEMAC - OHADA - UEMOA

COURS SUPRÊMES NATIONALES

10

BÉNIN - BURKINA-FASO - CAMEROUN - CÔTE D'IVOIRE
GABON - MALI - NIGER - SÉNÉGAL - TCHAD - TOGO

5

EGYPTE - LIBAN - MAROC - MAURITANIE - TUNISIE

2

COMORES - MADAGASCAR

8

ALBANIE - BELGIQUE - BULGARIE - CANADA - FRANCE
LUXEMBOURG - ROUMANIE - SUISSE

Une forte demande d'outils techniques adaptés et d'une formation pour magistrats et greffiers

Pertinence du questionnaire évaluée lors du séminaire de Cotonou (22-23 mars 2019) pour 12 Cours africaines

AHJUCAF

COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

QUI SOMMES-NOUS ? HAUTES COURS FRANCOPHONES PUBLICATIONS DOSSIERS THÉMATIQUES SÉLECTION D'ARRÊTS ACTUALITÉS



Diffusion de la jurisprudence francophone : séminaire régional à Cotonou

<https://www.ahjucaf.org>

Base de jurisprudence francophone JURICAF >



Sélection d'arrêts des hautes cours francophones >



Dossiers thématiques >



Accès Membre >



Des réponses concrètes à un questionnaire détaillé.

Une auto-évaluation par chaque Cour suprême

THÈME 1 : LES MOYENS INFORMATIQUES DONT DISPOSE LA COUR

Cours suprêmes nationales

	BÉNIN	BURKINA-FASO	CAMEROUN	CÔTE D'IVOIRE	Cours communautaires			
					CEMAC	OHADA	UEMOA	
Estimez le taux actuel d'équipement informatique de votre juridiction (poste informatique par magistrat et greffier)	70%	50-99%	Magistrats 100% Greffiers 70%					
Les magistrats et greffiers ont-ils accès à un réseau intranet dans la juridiction ?	En cours d'opérationnalisation	Oui	Oui		Disposez-vous de <u>statistiques annuelles</u> des décisions rendues par votre juridiction, par catégorie (affaires civiles, pénales...) ?	Oui	Oui	Oui
Utilisent-ils une adresse de messagerie professionnelle sécurisée ou une adresse personnelle ?	Professionnelle	Professionnelle non sécurisée	Personnelle		Quel est le nombre de <u>décisions rendues</u> en 2018 par votre juridiction ?	3 <u>arrêts</u> (2017-2018) 1 arrêt et 2 avis (2018-2019)	328	36
2-Estimez le taux actuel d'équipement informatique de votre juridiction par magistrat et greffier) : 100% 50-99% 10-49% 1-9% 0%.				Oui et perm. insuf.	Quel est le nombre de <u>décisions publiées</u> (en version imprimée ou en ligne) pour l'année 2018 ?	Aucune	295 publications en ligne	4
Ont-ils accès à une connexion internet (réseau) avec un débit suffisant et régulier ?					Quelle est <u>l'évolution</u> de ce nombre par rapport aux années précédentes ?	Aucune	Linéaire	En baisse
Est-ce que toutes les <u>décisions de votre Cour</u> sont <u>dactylographiées</u> ?					Existe-t-il des <u>critères</u> particuliers de publication des décisions, dont l'objectif est par exemple, d'attirer l'attention du lecteur sur le niveau d'importance ? Si oui lesquels ?	Niveau d'importance des décisions	Pertinence de la question tranchée	Non, respect de l'impératif de publication au journal officiel
Si non, quelle est la proportion de celles qui sont dactylographiées ?					Certaines décisions, lorsqu'elles sont publiées, sont-elles accompagnées de <u>sommaires, communiqués, commentaires ou notes explicatives</u> ? Des documents sont-ils diffusés dans des termes destinés aux médias et à un public plus large que les seuls spécialistes ? Si oui, pouvez-vous nous transmettre des exemples précis et/ou nous indiquer des liens vers des documents de ce type ?	Non	Oui	Non
					Est-ce que certaines de vos décisions les plus importantes sont traduites ?			En portugais pour certaines

- Bénin : 70%
- Burkina-Faso : 99%
- Cameroun : 100% pour les magistrats et 70% pour les greffiers
- Cote d'Ivoire : 10-49%
- Mali : 50-99%
- Niger : 100%
- Sénégal : 100%
- Tchad: 10%
- Togo: 10-49%
- CEMAC: 50-99%
- UEMOA: 100%
- OHADA: 100%



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

BEYROUTH 13 JUIN 2019
Diffusion de la jurisprudence francophone

THÈME 1

MOYENS INFORMATIQUES DES COURS

THÈME 2

SUPPORTS DE DIFFUSION
DE LA JURISPRUDENCE

THÈME 3

RESPONSABILITÉ DE LA DIFFUSION
DE LA JURISPRUDENCE

THÈME 4

LA JURISPRUDENCE DIFFUSÉE

THÈME 5

L'ACCÈS DES MAGISTRATS
À LA JURISPRUDENCE



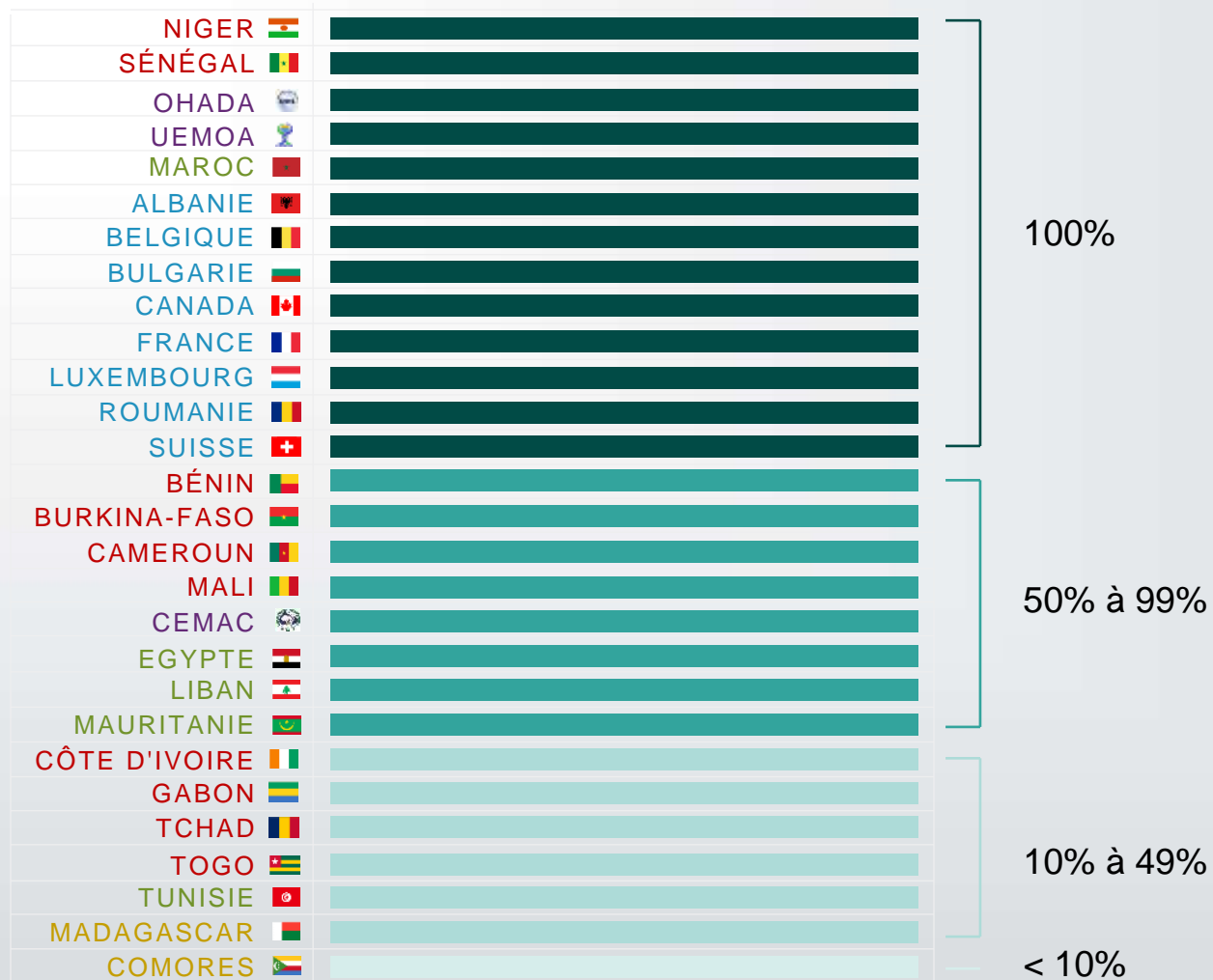
AHJUCAF

COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

Q1

Taux estimé
d'équipement
informatique
(poste par magistrat et
greffier)

MOYENS INFORMATIQUES DES COURS





AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES







MOYENS INFORMATIQUES DES COURS

Q2-3-4

Magistrats et greffiers disposent de :

- Réseau intranet
- Courriel professionnel sécurisé
- Internet avec débit suffisant



- | | | |
|--|---|---|
|  Accès à un réseau intranet |  Courriel professionnel sécurisé |  Débit suffisant et régulier |
|  Pas d'accès à un réseau intranet |  Courriel personnel ou non sécurisé |  Débit insuffisant |

AFRIQUE

COURS SUPRÊMES NATIONALES

BÉNIN - BURKINA-FASO - CAMEROUN - CÔTE D'IVOIRE
GABON - MALI - NIGER - SÉNÉGAL - TCHAD - TOGO



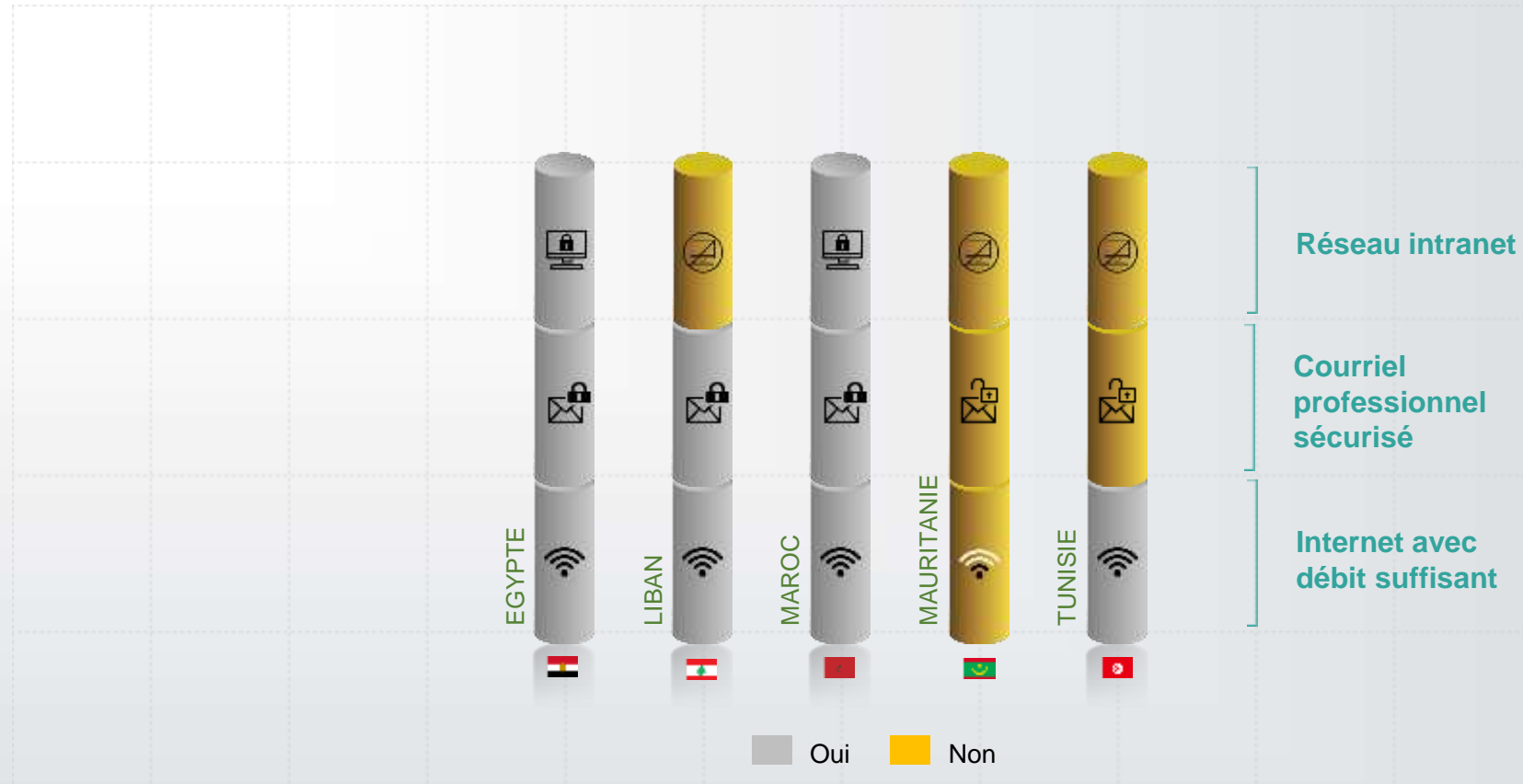
AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES



MOYENS INFORMATIQUES DES COURS



Q2-3-4

Magistrats et greffiers disposent de :

- Réseau intranet
- Courriel professionnel sécurisé
- Internet avec débit suffisant



 Accès à un réseau intranet
 Pas d'accès à un réseau intranet

 Courriel professionnel sécurisé
 Courriel personnel ou non sécurisé

 Débit suffisant et régulier
 Débit insuffisant

PAYS ARABOPHONES

COURS SUPRÊMES NATIONALES

EGYPTE - LIBAN - MAROC - MAURITANIE - TUNISIE



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

MOYENS INFORMATIQUES DES COURS

Q2-3-4

Magistrats et greffiers disposent de :

- Réseau intranet
- Courriel professionnel sécurisé
- Internet avec débit suffisant

BÉNIN	⊘	✓	✓
BURKINA-FASO	✓	⊘	✓
CAMEROUN	✓	⊘	✓
CÔTE D'IVOIRE	⊘	⊘	⊘
GABON	⊘	⊘	⊘
MALI	✓	✓	⊘
NIGER	⊘	⊘	✓
SÉNÉGAL	⊘	✓	✓
TCHAD	⊘	⊘	✓
TOGO	⊘	⊘	✓
CEMAC	⊘	⊘	✓
OHADA	✓	✓	✓
UEMOA	✓	✓	✓
EGYPTE	✓	✓	✓
LIBAN	⊘	✓	✓
MAROC	✓	✓	✓
MAURITANIE	⊘	⊘	⊘
TUNISIE	⊘	⊘	✓
COMORES	⊘	⊘	⊘
MADAGASCAR	✓	⊘	✓
CANADA	✓	✓	✓
ALBANIE	⊘	✓	✓
BELGIQUE	✓	✓	✓
BULGARIE	✓	✓	✓
FRANCE	✓	✓	✓
LUXEMBOURG	✓	✓	✓
ROUMANIE	✓	✓	✓
SUISSE	✓	✓	✓

- ✓ Oui
- ⊘ Non
- Accès à un réseau intranet
- Courriel professionnel sécurisé
- Débit suffisant et régulier

- COURS COMMUNAUTAIRES
- AFRIQUE
- COURS SUPRÊMES NATIONALES
- AFRIQUE
- PAYS ARABOPHONES
- OCÉANIE
- EUROPE ET CANADA

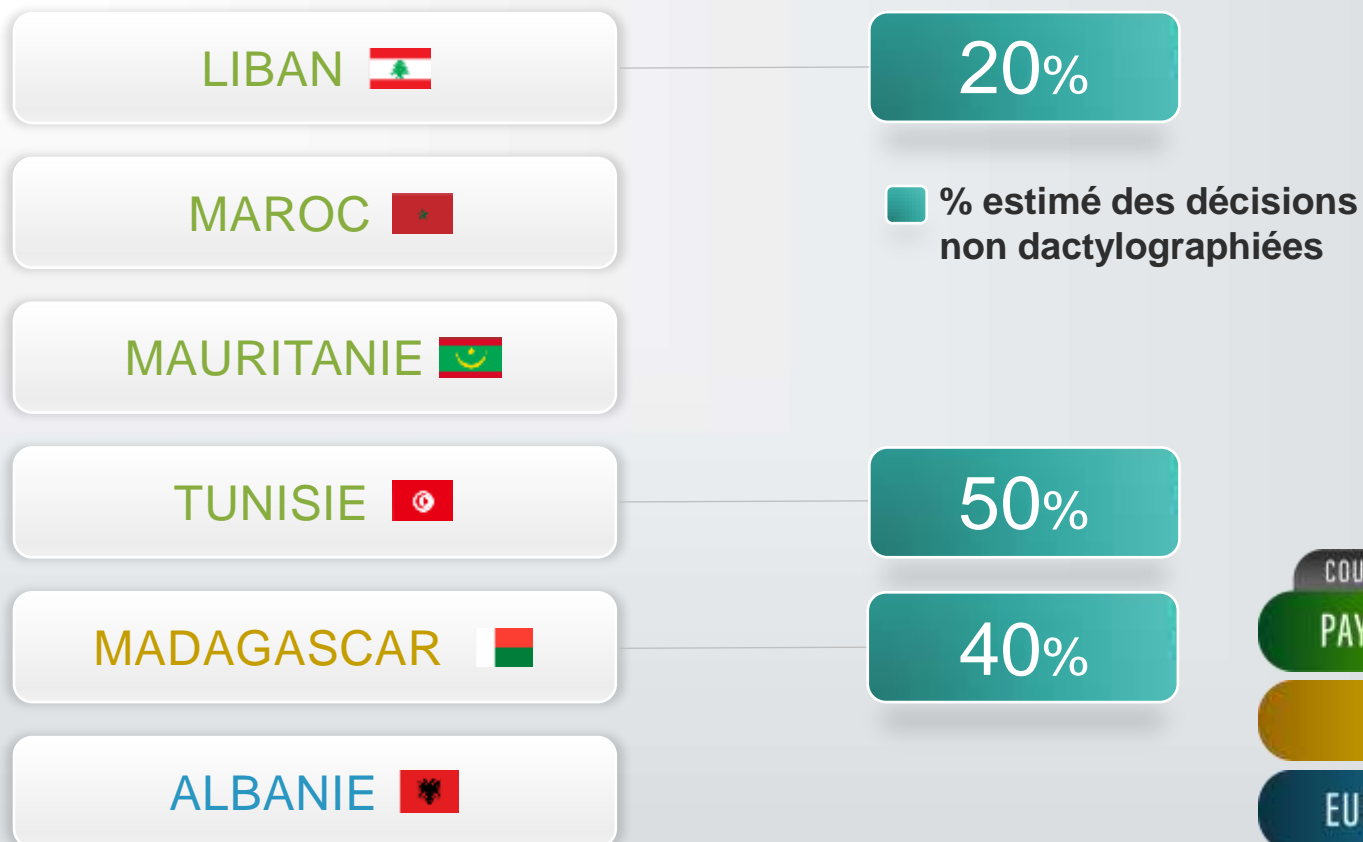


AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

MOYENS INFORMATIQUES DES COURS

Q5

Dans 6 pays les décisions rendues ne sont pas toutes dactylographiées



COURS SUPRÊMES NATIONALES

PAYS ARABOPHONES

OCÉANIE

EUROPE ET CANADA



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

THÈME 2

SUPPORTS DE DIFFUSION DE LA JURISPRUDENCE



































AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES



SUPPORTS DE DIFFUSION DE LA JURISPRUDENCE

Q9

- Publication papier d'un rapport annuel d'activité

- Publication du rapport sur internet ?

			
BÉNIN 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
BURKINA-FASO 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
CAMEROUN 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
CÔTE D'IVOIRE 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
GABON 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
MALI 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
NIGER 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
SÉNÉGAL 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
TCHAD 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
TOGO 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
CEMAC 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
OHADA 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
UEMOA 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
EGYPTE 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
LIBAN 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
MAROC 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
MAURITANIE 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
TUNISIE 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
COMORES 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
MADAGASCAR 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
CANADA 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
ALBANIE 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Non
BELGIQUE 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
BULGARIE 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
FRANCE 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
LUXEMBOURG 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
ROUMANIE 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
SUISSE 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

- Oui**
- Non**
-  Publication d'un rapport d'activité annuel
-  Publication sur internet

- COURS COMMUNAUTAIRES
- AFRIQUE
- COURS SUPRÊMES NATIONALES
- AFRIQUE
- PAYS ARABOPHONES
- Océanie
- EUROPE ET CANADA



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

SUPPORTS DE DIFFUSION DE LA JURISPRUDENCE

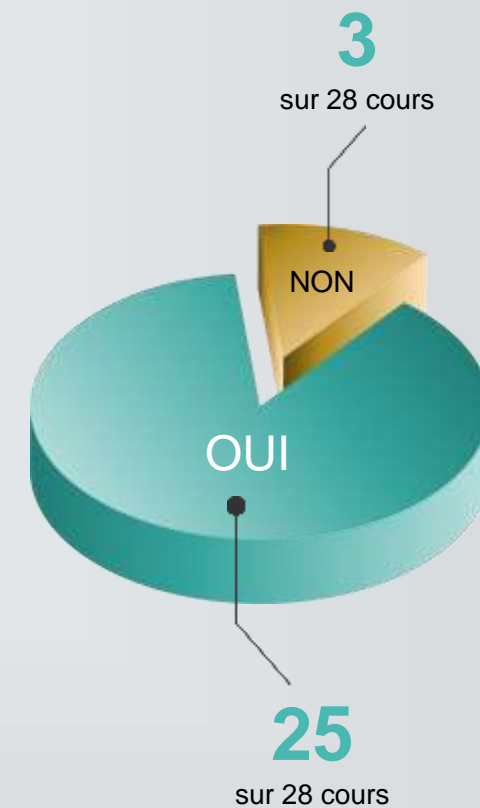
Q8

Principales
décisions
disponibles sur
internet

Cour nationale
ou JURICAF

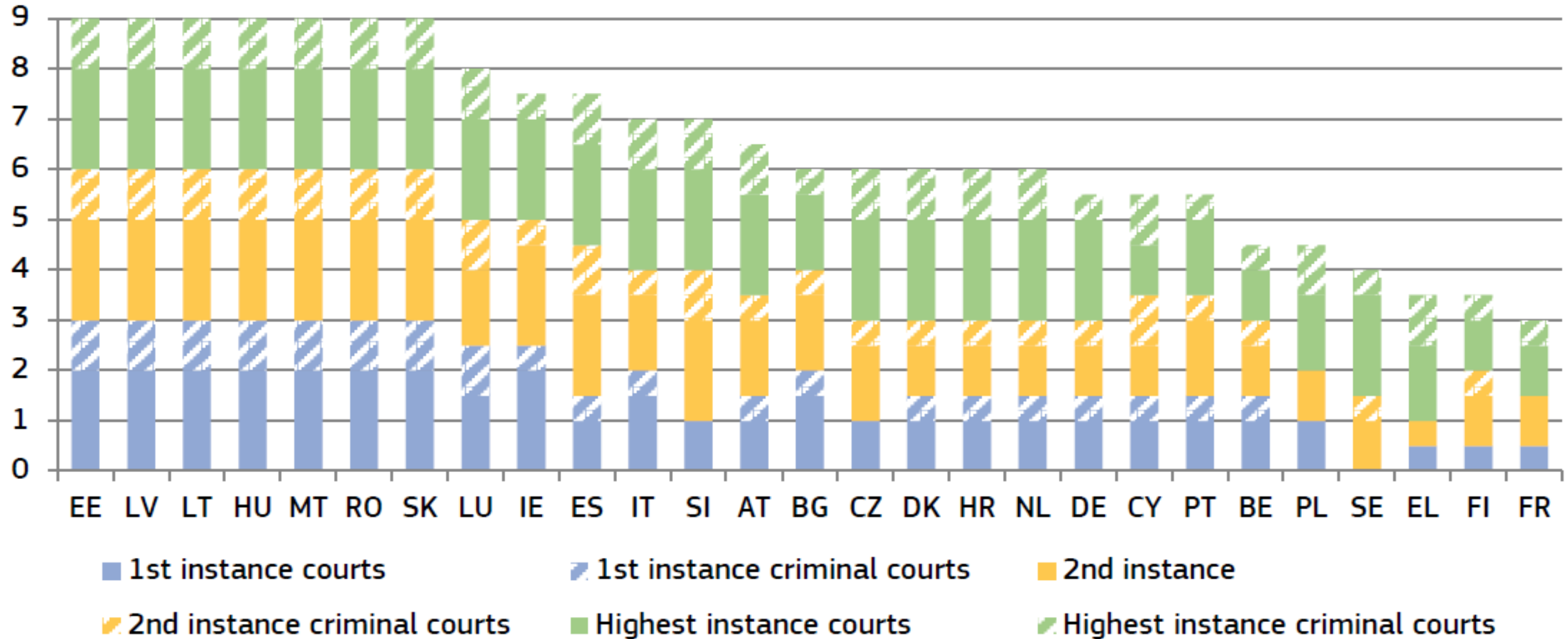
BÉNIN	<input checked="" type="checkbox"/>	EGYPTE	<input checked="" type="checkbox"/>
BURKINA-FASO	<input checked="" type="checkbox"/>	LIBAN	<input checked="" type="checkbox"/>
CAMEROUN	<input checked="" type="checkbox"/>	MAROC	<input checked="" type="checkbox"/>
CÔTE D'IVOIRE	<input type="checkbox"/>	MAURITANIE	<input checked="" type="checkbox"/>
GABON	<input type="checkbox"/>	TUNISIE	<input checked="" type="checkbox"/>
MALI	<input checked="" type="checkbox"/>	COMORES	<input checked="" type="checkbox"/>
NIGER	<input checked="" type="checkbox"/>	MADAGASCAR	<input checked="" type="checkbox"/>
SÉNÉGAL	<input checked="" type="checkbox"/>	CANADA	<input checked="" type="checkbox"/>
TCHAD	<input type="checkbox"/>	ALBANIE	<input checked="" type="checkbox"/>
TOGO	<input checked="" type="checkbox"/>	BELGIQUE	<input checked="" type="checkbox"/>
CEMAC	<input checked="" type="checkbox"/>	BULGARIE	<input checked="" type="checkbox"/>
OHADA	<input checked="" type="checkbox"/>	FRANCE	<input checked="" type="checkbox"/>
UEMOA	<input checked="" type="checkbox"/>	LUXEMBOURG	<input checked="" type="checkbox"/>
		ROUMANIE	<input checked="" type="checkbox"/>
		SUISSE	<input checked="" type="checkbox"/>

Oui Non



Accessibilité au public des jugements sur internet en Europe selon le niveau d'instance

En vert les Cours de cassation





AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

SUPPORTS DE DIFFUSION DE LA JURISPRUDENCE

Q10-1

Existence d'une législation sur la protection des données personnelles dans les décisions de justice publiées ?

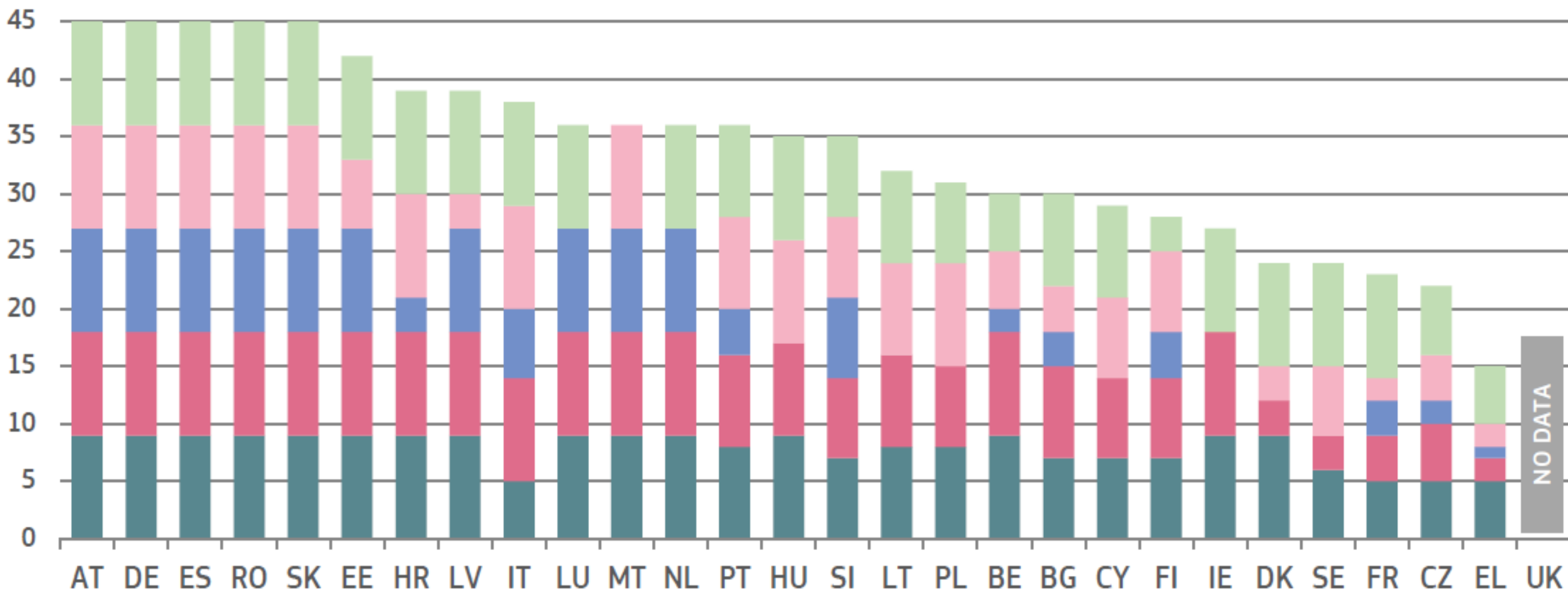
BÉNIN		2018
BURKINA-FASO		2004
CAMEROUN		Non
CÔTE D'IVOIRE		Non
GABON		2011
MALI		2013
NIGER		2017
SÉNÉGAL		2008
TCHAD		2015
TOGO		Non
CEMAC		Non
OHADA		Non
UEMOA		Non

EGYPTE		Non
LIBAN		Oui
MAROC		2009
MAURITANIE		2016
TUNISIE		2004
COMORES		2014
MADAGASCAR		Non
CANADA		Oui
ALBANIE		En cours
BELGIQUE		Directive UE 2016
BULGARIE		Directive UE 2016
FRANCE		Directive UE 2016
LUXEMBOURG		Directive UE 2016
ROUMANIE		Directive UE 2016
SUISSE		Directive UE 2016

Oui Non

- COURS COMMUNAUTAIRES
- AFRIQUE
- COURS SUPRÊMES NATIONALES
- AFRIQUE
- PAYS ARABOPHONES
- Océanie
- EUROPE ET CANADA

Modalités de mise à disposition des jugements en ligne en Europe



Protection des données personnelles

Système de normalisation (ECLI)

Gratuité

Mots-clés

Mise à jour du site

Source Scoreboard Commission européenne 2018



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

THÈME 3

RESPONSABILITÉ DE LA DIFFUSION DE LA JURISPRUDENCE





AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

RESPONSABILITÉ DE LA DIFFUSION DE LA JURISPRUDENCE

18 Cours

- | | |
|---------------|------------|
| BÉNIN | EGYPTE |
| BURKINA-FASO | MAROC |
| CÔTE D'IVOIRE | MAURITANIE |
| GABON | TUNISIE |
| MALI | BELGIQUE |
| SÉNÉGAL | FRANCE |
| TOGO | LUXEMBOURG |
| CEMAC | ROUMANIE |
| OHADA | SUISSE |



UN SERVICE

4 Cours

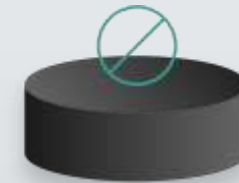
- | |
|---------|
| TCHAD |
| UEMOA |
| COMORES |
| CANADA |



UNE PERSONNE

6 Cours

- | |
|------------|
| CAMEROUN |
| NIGER |
| LIBAN |
| MADAGASCAR |
| ALBANIE |
| BULGARIE |



AUCUN

- COURS COMMUNAUTAIRES
- AFRIQUE
- COURS SUPRÊMES NATIONALES
- AFRIQUE
- PAYS ARABOPHONES
- Océanie
- EUROPE ET CANADA

Q12

Existence d'un service ou d'un responsable clairement identifié de la diffusion de la jurisprudence



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES



THÈME 4

LA JURISPRUDENCE DIFFUSÉE

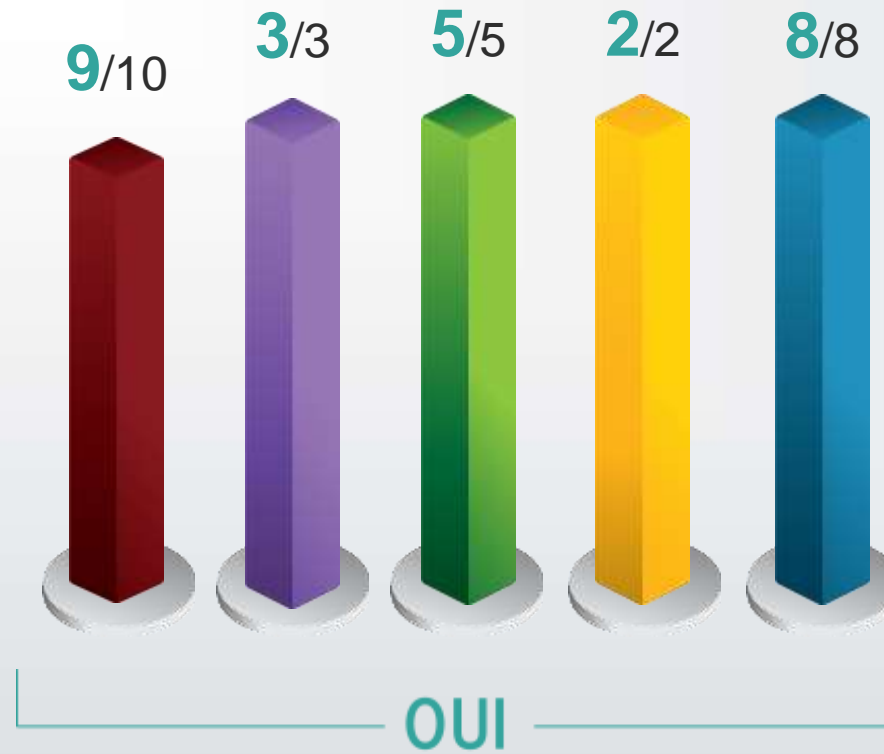


AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

— LA JURISPRUDENCE DIFFUSÉE

Q14

Les Cours disposent-elles de statistiques annuelles des décisions rendues, par catégorie (affaires civiles, pénales...)?



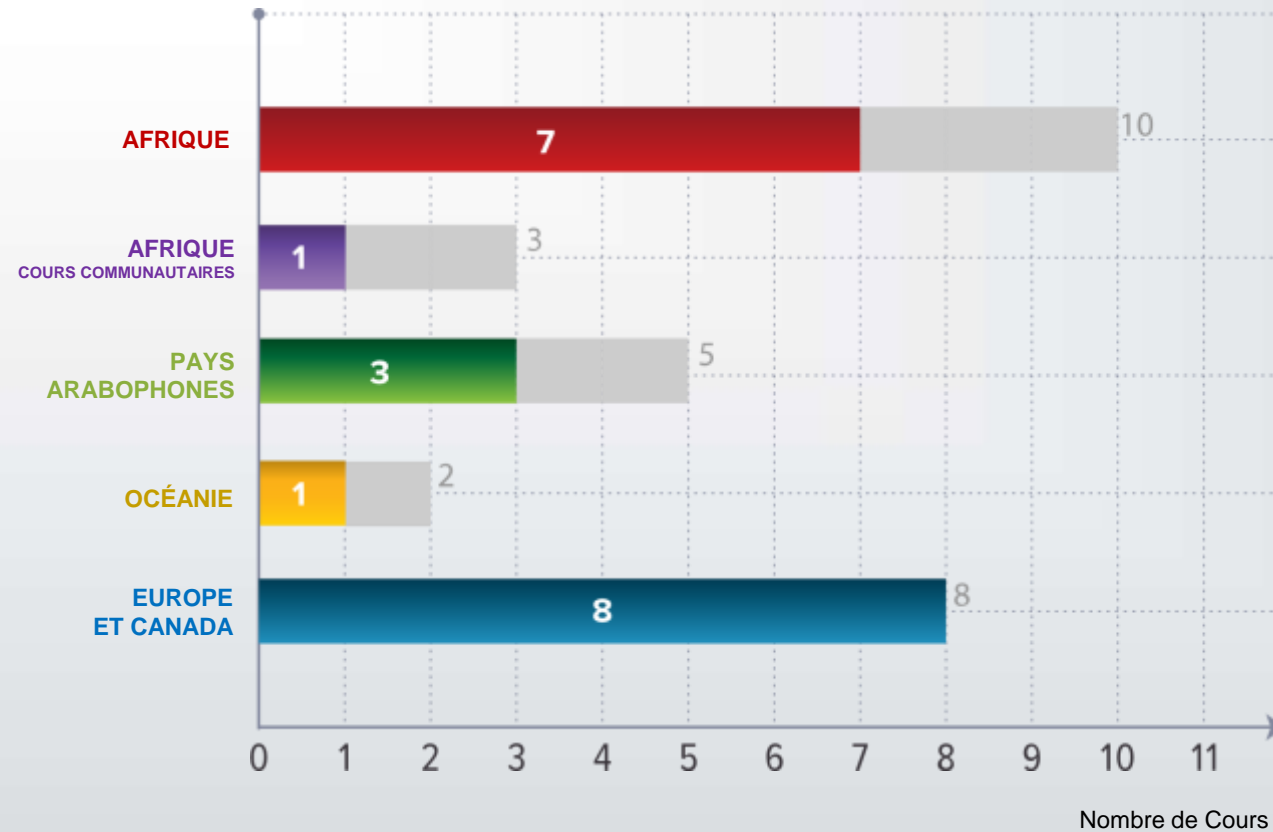
- COURS COMMUNAUTAIRES
- AFRIQUE
- COURS SUPRÊMES NATIONALES
- AFRIQUE
- PAYS ARABOPHONES
- OCÉANIE
- EUROPE ET CANADA



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

LA JURISPRUDENCE DIFFUSÉE

Cours ayant des décisions accompagnées de
sommaires, communiqués, commentaires
ou notes explicatives



- | | |
|---------------|------------|
| BÉNIN | COMORES |
| BURKINA-FASO | ALBANIE |
| CÔTE D'IVOIRE | BELGIQUE |
| GABON | BULGARIE |
| MALI | CANADA |
| NIGER | FRANCE |
| SÉNÉGAL | LUXEMBOURG |
| OHADA | ROUMANIE |
| EGYPTE | SUISSE |
| MAROC | |
| MAURITANIE | |

Q19

Commentaires
accompagnant la
publication des
décisions





AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

— LA JURISPRUDENCE DIFFUSÉE

Pays de langue arabe

Traduction de certaines décisions importantes

- en français
- autre langue

	Français	Anglais
EGYPTE 	✓	✓
LIBAN 	✓	
MAROC 	✓	✓
MAURITANIE 	✓	
TUNISIE 	✓	

PAYS ARABOPHONES

COURS SUPRÊMES NATIONALES

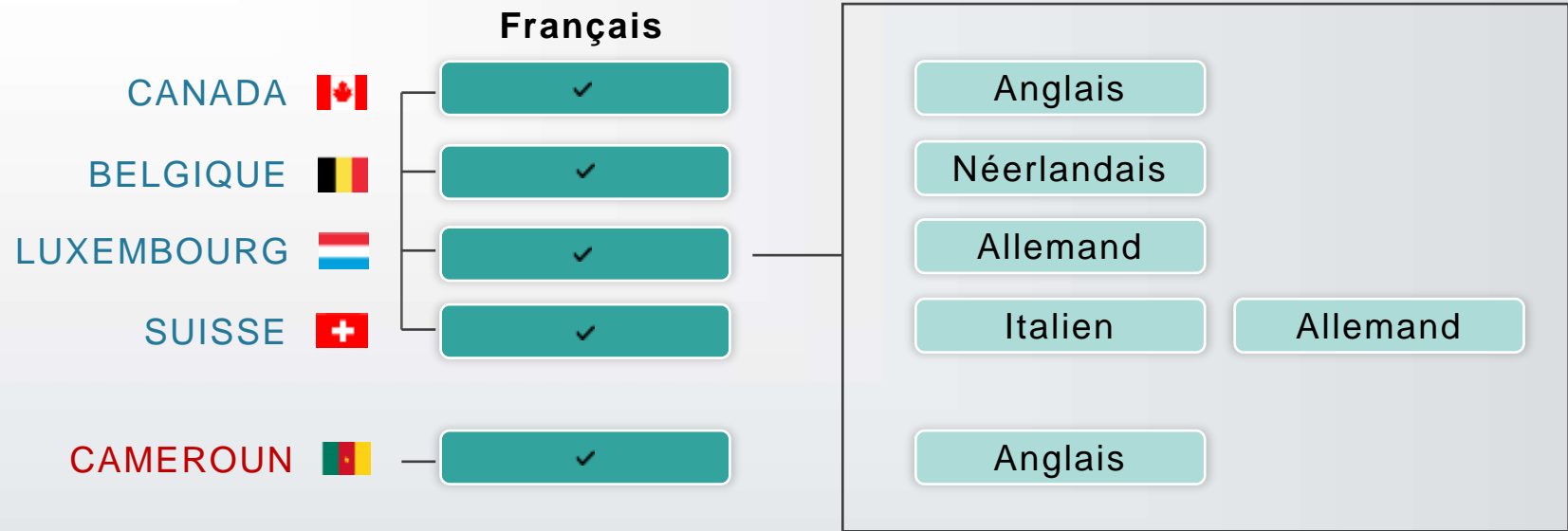
EGYPTE - LIBAN - MAROC - MAURITANIE - TUNISIE



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

LA JURISPRUDENCE DIFFUSÉE

Pays multilingues



COURS SUPRÊMES NATIONALES

AFRIQUE

EUROPE ET CANADA



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

LA JURISPRUDENCE DIFFUSÉE

Autres pays
traduisant en
français des
décisions
importantes
Bulgarie,
Roumanie

467 résultats

Roumanie, Haute cour de cassation et de justice, Chambre pénale, 22 juin 2017, 653/CP/2017

Mandat d'arrêt européen, Remise temporaire Conformément à l'art. 112 rapporté à l'art. 58 al. 1-5 et 7 de la Loi n° 302/2004, dans l'hypothèse où est disposée l'exécution du mandat d'arrêt

467 résultats

Roumanie, Haute cour de cassation et de justice, Chambre pénale, 22 juin 2017, 653/CP/2017

Mandat d'arrêt européen, Remise temporaire Conformément à l'art. 112 rapporté à l'art. 58 al. 1-5 et 7 de la Loi n° 302/2004, dans l'hypothèse où est disposée l'exécution du mandat d'arrêt européen et où la remise de la personne est réclamée, l'instance peut admettre la demande des autorités de l'Etat demandeur concernant une remise temporaire de la personne réclamée, qui exécute une peine privative de liberté et disposer sa remise temporaire pour une durée déterminée, plus exactement pour s'assurer de sa participation à la solution de sa propre voie d'attaque contre la décision la condamnant en vertu de laquelle a été...

Roumanie, Haute cour de cassation et de justice, Chambre pénale, 04 avril 2017, 150/CP/2017

Pourvoi en cassation, Le cas prévu à l'art. 438 al. 1 pt. 12 du C. de proc. pén. Concours d'infractions, Peine résultante, Solutions Dans le cas du concours d'infractions, si l'instance d'appel a ajouté à la peine la plus dure un supplément supérieur à un tiers du total des autres peines fixées et a, donc, appliqué une peine résultante supérieure à la peine fixée selon les prévisions de l'art. 39 al. 1 lettre b du C. pén., sont incidentes les dispositions de l'art. 438 al. 1 pt. 12 du C. de proc. pén.. Dans ce cas, vu que l'illégalité constatée par la voie du pourvoi en cassation n'implique pas de questions d'estimation...

Roumanie, Haute cour de cassation et de justice, Chambre pénale, 28 mars 2017, 138/CP/2017

Pourvoi en cassation. Le cas prévu à l'art. 438 al. 1 pt. 7 C. proc. pén. Dilapidation L'appropriation, utilisation ou le trafic par la personne remplissant les fonctions de chef comptable dans la succursale d'une société à capital intégralement ou majoritairement public, dans son propre intérêt ou au profit d'un autre, de sommes d'argent, de valeurs ou autres biens, qu'il est chargé de gérer ou d'administrer constitue l'infraction de dilapidation prévue à l'art. 295 C. pén. Le fait de savoir si la personne remplit les conditions de l'art. 295 C. pén. pour être le sujet actif de l'infraction - un fonctionnaire public...



Juricaf

La jurisprudence francophone des cours suprêmes

Rechercher [recherche avancée](#)

60 résultats

Bulgarie, Cour suprême de cassation, Chambre commerciale, 12 décembre 2018, No.342

ARRET no. 342 Sofia, 12 décembre 2018 AU NOM DU PEUPLE LA COUR SUPRÊME DE CASSATION de la République de Bulgarie, chambre commerciale, 2e section, à son audience publique de ce trente-et-un octobre deux mille dix-huit, composée de : PRÉSIDENTE : Kamelia Efremova MEMBRES : Bonka Yonkova Evguenii Staikov en la présence de la greffière Alexandra Kovatcheva, a entendu l'affaire commerciale no. 152/2018, rapportée par le juge Evguenii Staikov, et avant de statuer, a considéré ce qui suit : La procédure a été ouverte au titre de l'art. 290 du CPC. Le

Bulgarie, Cour suprême de cassation, Chambre commerciale, 12 décembre 2018, No.342

ARRET no. 342 Sofia, 12 décembre 2018 AU NOM DU PEUPLE LA COUR SUPRÊME DE CASSATION de la République de Bulgarie, chambre commerciale, 2e section, à son audience publique de ce trente-et-un octobre deux mille dix-huit, composée de : PRÉSIDENTE : Kamelia Efremova MEMBRES : Bonka Yonkova Evguenii Staikov en la présence de la greffière

Bulgarie, Cour suprême de cassation, Première chambre civile, 01

ARRET no. 87 Sofia, 01 août 2018 AU NOM DU PEUPLE La Cour suprême de la République de Bulgarie, Première chambre civile, à son audience publique de ce dix-neuf juin deux mille dix-huit, composée de : PRÉSIDENTE : Kamelia Efremova MEMBRES : DIANA TSENEVA VANIA ATANASSOVA et Jeanine Sildareva en la présence de la greffière Jeanine Sildareva, a entendu l'affaire civile no. 152/2018, rapportée par la juge Vania Atanassova. La procédure en cassation a été formée par N.N.M. et D.N.M., par l'intermédiaire de l'arrêt no. 347 du 14 mars 2017, rendu en appel dans...

COURS SUPRÊMES NATIONALES
EUROPE ET CANADA



JURICAF : la base de données de la jurisprudence francophone

Plus d'un million de décisions en français provenant de 44 pays et institutions

Un moteur de recherche par mots-clés

AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

<https://www.ahjucaf.org/>

Rechercher parmi 1012 106 décisions provenant de 44 pays et institutions francophones

Belgique (6 718)	Bulgarie (60)	Burkina Faso (408)
Bénin (2 633)	Cambodge (64)	Cameroun (292)
Burundi (25)	CEDEAO (2)	CEMAC (25)
Canada (4 683)	Comores (9)	Congo (102)
Centrafrique (45)	Conseil de l'Europe (6 310)	Côte d'Ivoire (120)
Congo démocratique (41)	Gabon (20)	Guinée (78)
France (931 002)	Hongrie (3)	Liban (17)
Haïti (121)	Madagascar (3 421)	Mali (757)
Luxembourg (1 902)	Mauritanie (20)	Monaco (1 185)
Maroc (3 161)	OHADA (798)	Organisation des États américains (3)
Niger (2 610)	République Tchèque (59)	Roumanie (467)
Pologne (8)	Sao Tomé et Príncipe (4)	Sénégal (1 750)
Rwanda (4)	Tchad (499)	Togo (116)
Suisse (42 534)	UEMOA (14)	Union Africaine (2)
Tunisie (11)		
Vietnam (3)		

[+ Plus de statistiques](#)



Lauréat du prix I-Expo 2012
catégorie "Open Data"



Juricaf

La jurisprudence francophone des cours suprêmes

Rechercher

[recherche avancée](#)

Haut de page ↑



Visitez le nouveau site de l'AHJUCAF

<https://juricaf.org/>



La jurisprudence francophone des cours suprêmes

798 résultats

OHADA, Cour commune de justice et d'arbitrage, Première chambre, 27 décembre 2018, 294/2018

REGLEMENT DE PROCEDURE DE LA CCJA ; ARTICLE 43 ; LIQUIDATION DES DEPENS ; DEMANDE IRRECEVABLE EN L'ETAT ...Première chambre Audience publique du 27 décembre 2018 Requête : n°190/2018/PC du 26/07/2018 Affaire : Monsieur KALONDA NGOYI Conseil : Maître KONDE KONDE, Avocat à la Cour Contre 1/ Compagnie des Grands Hôtels Africains SA 2/ Banque Commerciale du CONGO B.C.D.C Maître Jean-Joseph MUKENDI wa MULUMBA, Avocat à la Cour Arrêt N° 294/2018 du 27 décembre 2018 La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage C.C.J.A, Première chambre, de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires O.H.A.D.A. a rendu...

OHADA, Cour commune de justice et d'arbitrage, Première chambre, 27 décembre 2018, 294/2018

REGLEMENT DE PROCEDURE DE LA CCJA ; ARTICLE 43 ; LIQUIDATION DES DEPENS ; DEMANDE IRRECEVABLE EN L'ETAT ...Première chambre Audience publique du 27 décembre

OHADA, Cour commune de justice et d'arbitrage, Deuxième chambre, 25 décembre 2018, 252/2018

MOYEN NOUVEAU IRRECEVABLE FAITS SOUVERAINEMENT APPRECIES ABSENCE DE CONTROLE DU JUGE DE CASSATION MOYEN UNIQUE REJET ...Audience publique du 13 décembre 2018 Pourvoi:n°118/2015/PC du 13/07/2015 Affaire: Monsieur Ismaël BAKARY Conseil : Maître Cyprien F. Koffi HOUNKANRIN, Avocat à la Cour Contre 1-La Société Central Park Conseils : SCPA KONE-N'GUESSAN-KIGNELMAN, Avocats à la Cour 2-Monsieur GUEYE Aliou 3-Monsieur BAH Abdoulaye Arrêt N° 252/2018 du 13 décembre 2018 La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage CCJA de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires OHADA, Deuxième chambre, a rendu...

OHADA, Cour commune de justice et d'arbitrage, Deuxième chambre, 29 novembre 2018, 243/2018

Audience publique du 29 novembre 2018 Pourvoi : n° 019/2015/PC du 03/02/2015 Affaire : Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce du Niger BSIC SA Conseils : SCPA MANDELA, Avocats à la Cour Contre Monsieur Assoumane MAMANE Arrêt N° 243/2018 du 29 novembre 2018 La Cour Commune de Justice et d'Arbitrage CCJA de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires OHADA, Deuxième chambre, a rendu l'arrêt suivant, en son audience publique du 29 novembre 2018 où étaient présents : Messieurs : Mamadou DEME, Président Idrissa YAYE, Juge Fodé KANTE, Juge Madame Afiwa-Kindéna HOHOUETO, Juge...

Des jurisprudences à jour dans la base JURICAF : CCJA OHADA – NIGER ... en cours de pseudonymisation

2 610 résultats

Niger, Cour de cassation, Chambre criminelle, 20 février 2019, 19-016CC/CRIM

REPUBLIQUE DU NIGER - COUR DE CASSATION CHAMBRE CRIMINELLE La Cour de Cassation, Chambre Criminelle, statuant pour les affaires Pénales en son audience publique ordinaire du mercredi vingt février deux mille dix neuf, tenue au palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt dont la teneur suit : ENTRE MINISTERE PUBLIC ; DEMANDEUR D'une part ; ET 1° IFXXX, né en xxx à xxx et de xxx, xxx domicilié à xxx, assisté de la SCPA xxx Avocats associés ; 2° LAXXX, né le xxxx à xxx de xxx et de xxx, xxxx domicilié à xxxx assisté de la SCPA xxxx...

Niger, Cour de cassation, Chambre civile et commerciale, 19 février 2019, 19-021/Civ.

ARRÊT n° 19-021/Civ. du 19 Février 2019 MATIERE : Civile DEMANDEURS SCPA XXXXX DEFENDEUR B. C. N / SA PRESENTS XXXXXXXX Président XXXXXXXX et XXXXXXXX Conseillers XXXXXXXX Ministère Public XXXXXXXX Greffier RAPPORTEUR XXXXXXXX REPUBLIQUE DU NIGER - COUR DE CASSATION CHAMBRE CIVILE ET COMMERCIALE La Cour de Cassation, Chambre Civile et Commerciale, statuant pour les affaires civiles en son audience publique ordinaire du mardi dix-neuf février deux mille dix-neuf, tenue au Palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

Niger, Cour de cassation, Chambre criminelle, 20 février 2019, 19-016CC/CRIM

REPUBLIQUE DU NIGER - COUR DE CASSATION CHAMBRE CRIMINELLE La Cour de Cassation, Chambre Criminelle, statuant pour les affaires Pénales en son audience publique ordinaire du mercredi vingt février deux mille dix neuf, tenue au Palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt dont la teneur suit : ENTRE : 1 SXXXXX MXXXX IXXXXX S.A, assistée de Me...

ARRÊT n° 19-018/Com. du 19 Février 2019 MATIERE : Commerciale DEMANDEURS 1SXXXX MXXXX IXXXXX S.A 2HXXX MXXX HXXXXX DEFENDEUR B. XXXX / SA PRESENTS XXXXXXXX Président XXXXXXXX et XXXXXXXX Conseillers XXXXXXXX Ministère Public XXXXXXXX Greffier RAPPORTEUR XXXXXXXX REPUBLIQUE DU NIGER - COUR DE CASSATION CHAMBRE CIVILE ET COMMERCIALE La Cour de Cassation, Chambre Civile et Commerciale, statuant pour les affaires civiles en son audience publique ordinaire du mardi dix-neuf février deux mil dix-neuf, tenue au Palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt dont la teneur suit : ENTRE : MXXXX OXXXXX, assisté de Me XXXXX, avocat au Barreau de Niamey...

Niger, Cour de cassation, Chambre civile et commerciale, 12 février 2019, 19-019/Civ.

ARRÊT N° 19-019/Civ. du 19 Février 2019 MATIERE : Civile DEMANDEUR MXXX OXXXXX DEFENDEURS 1AXXX DXXXX 2VILLE de XXXX PRESENTS XXXXXXXX Président XXXXXXXX et XXXXXXXX Conseillers XXXXXXXX Ministère Public XXXXXXXX Greffier RAPPORTEUR XXXXX REPUBLIQUE DU NIGER - COUR DE CASSATION CHAMBRE CIVILE ET COMMERCIALE La Cour de Cassation, Chambre Civile et Commerciale, statuant pour les affaires civiles en son audience publique ordinaire du mardi dix-neuf février deux mil dix-neuf, tenue au Palais de ladite Cour, a rendu l'arrêt dont la teneur suit : ENTRE : MXXXX OXXXXX, assisté de Me XXXXX, avocat au Barreau de Niamey...



FRANCE
LIBAN
MAROC
NIGER
TUNISIE

Grands arrêts des Cours suprêmes francophones

La connaissance de la jurisprudence francophone doit se renforcer par sa mise en commun et sa diffusion. C'est l'approche quantitative par la [base de données JURICAF](#) dont l'apport est essentiel. Cette approche est complétée par une autre, plus qualitative, permettant aux Cours suprêmes judiciaires d'échanger et de diffuser les arrêts qui leur paraissent les plus importants, notamment sur une base thématique.

Ces éléments se retrouvent dans les dossiers thématiques du site AHJUCAF (droit des affaires, jurisprudence et open data, histoire, terrorisme...) mais aussi dans ce dossier où chaque Cour suprême sélectionne des « grands arrêts » avec si possible un commentaire en résumant l'intérêt.

- Tunisie : sélection d'arrêts de la Cour de cassation
- France : arrêts rendus en Assemblée plénière
- Liban : sélection d'arrêts de la chambre pénale de la Cour de cassation
- Maroc : les grands arrêts de la Cour de cassation en droit de l'environnement
- Niger : sélection d'arrêts récents



Liban : les grands arrêts



مَحْكَمَةُ التَّمْيِيزِ

La traduction d'arrêts importants de l'arabe en français

Assemblée plénière de la Cour de cassation

TÉLÉCHARGER LE DOCUMENT



Donation : quotité disponible des non-musulmans

LIRE LA SUITE



| 11 juin 2018

 Version arabe

Chambre pénale Cour de cassation, version originale (arabe)

TÉLÉCHARGER LE DOCUMENT



| 3 janvier 2016

Chambre pénale de la Cour de cassation

TÉLÉCHARGER LE DOCUMENT



Annulation par le juge pénal d'un contrat falsifié

| 3 janvier 2016



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

THÈME 5

L'ACCÈS DES MAGISTRATS À LA JURISPRUDENCE




















AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

— L'ACCÈS DES MAGISTRATS À LA JURISPRUDENCE

Q21

Base de
jurisprudence
interne à la Cour
et/ou
Publication
(bulletin,
recueil...)
régulièrement
mise à jour ?

BÉNIN 	<input checked="" type="checkbox"/>	EGYPTE 	<input checked="" type="checkbox"/>
BURKINA-FASO 	<input checked="" type="checkbox"/>	LIBAN 	<input checked="" type="checkbox"/>
CAMEROUN 	<input type="checkbox"/>	MAROC 	<input checked="" type="checkbox"/>
CÔTE D'IVOIRE 	<input type="checkbox"/>	MAURITANIE 	<input checked="" type="checkbox"/>
GABON 	<input checked="" type="checkbox"/>	TUNISIE 	<input checked="" type="checkbox"/>
MALI 	<input checked="" type="checkbox"/>	COMORES 	<input checked="" type="checkbox"/>
NIGER 	EN COURS	MADAGASCAR 	<input checked="" type="checkbox"/>
SÉNÉGAL 	<input checked="" type="checkbox"/>	CANADA 	<input checked="" type="checkbox"/>
TCHAD 	<input type="checkbox"/>	ALBANIE 	<input checked="" type="checkbox"/>
TOGO 	<input checked="" type="checkbox"/>	BELGIQUE 	<input checked="" type="checkbox"/>
CEMAC 	<input checked="" type="checkbox"/>	BULGARIE 	<input checked="" type="checkbox"/>
OHADA 	<input checked="" type="checkbox"/>	FRANCE 	<input checked="" type="checkbox"/>
UEMOA 	<input checked="" type="checkbox"/>	LUXEMBOURG 	<input checked="" type="checkbox"/>
		ROUMANIE 	<input checked="" type="checkbox"/>
		SUISSE 	<input checked="" type="checkbox"/>

Oui Non



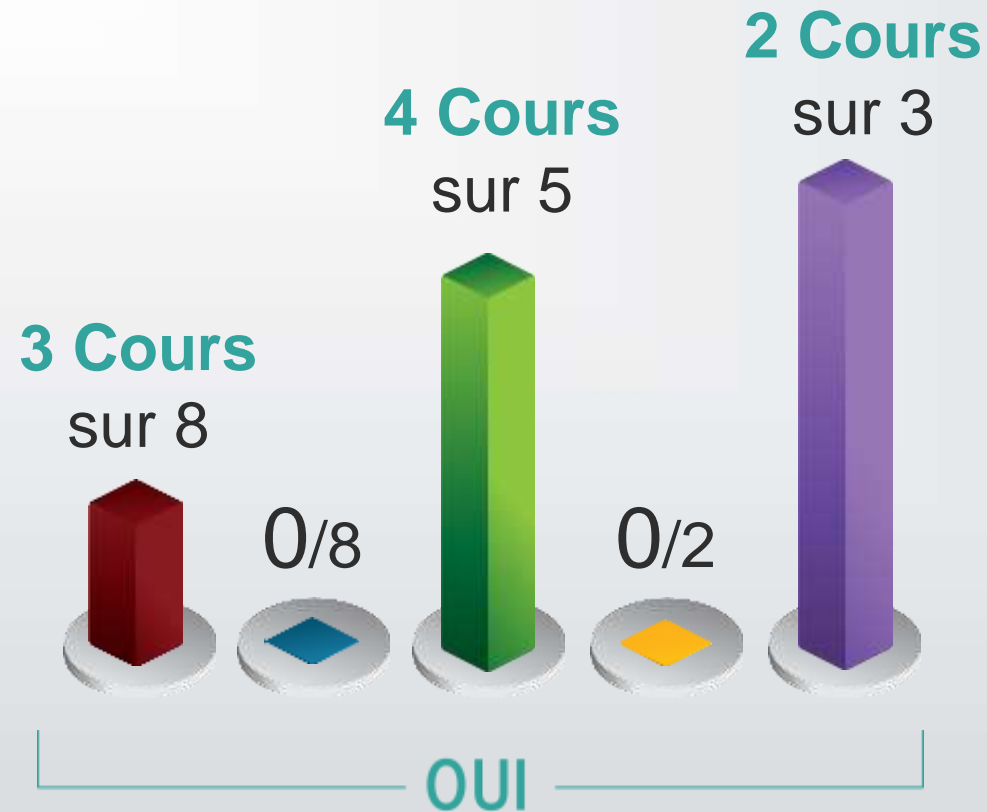
AHJUCAF

COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

L'ACCÈS DES MAGISTRATS À LA JURISPRUDENCE

Q23

Les magistrats doivent-ils avoir recours aux bases de données commerciales ou aux publications privées pour accéder à la jurisprudence de leur juridiction nationale suprême judiciaire ?



- COURS COMMUNAUTAIRES
- AFRIQUE
- COURS SUPRÊMES NATIONALES
- AFRIQUE
- PAYS ARABOPHONES
- OCÉANIE
- EUROPE ET CANADA

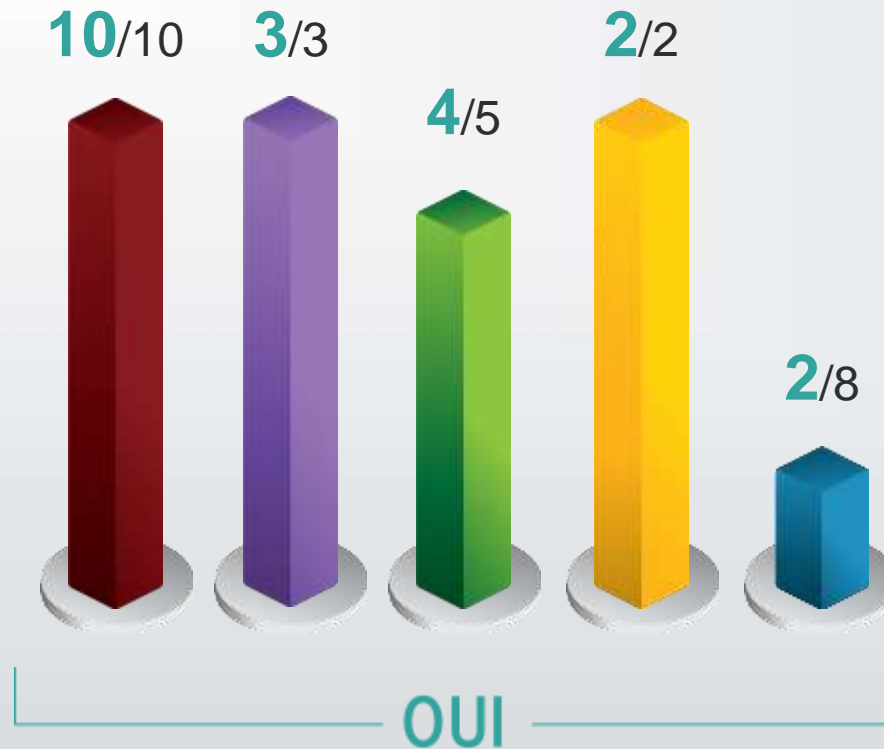


AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

L'ACCÈS DES MAGISTRATS À LA JURISPRUDENCE

Q24

Les magistrats ont-ils besoin d'avoir accès plus aisément aux bases de données judiciaires gratuites, dont JURICAF ?



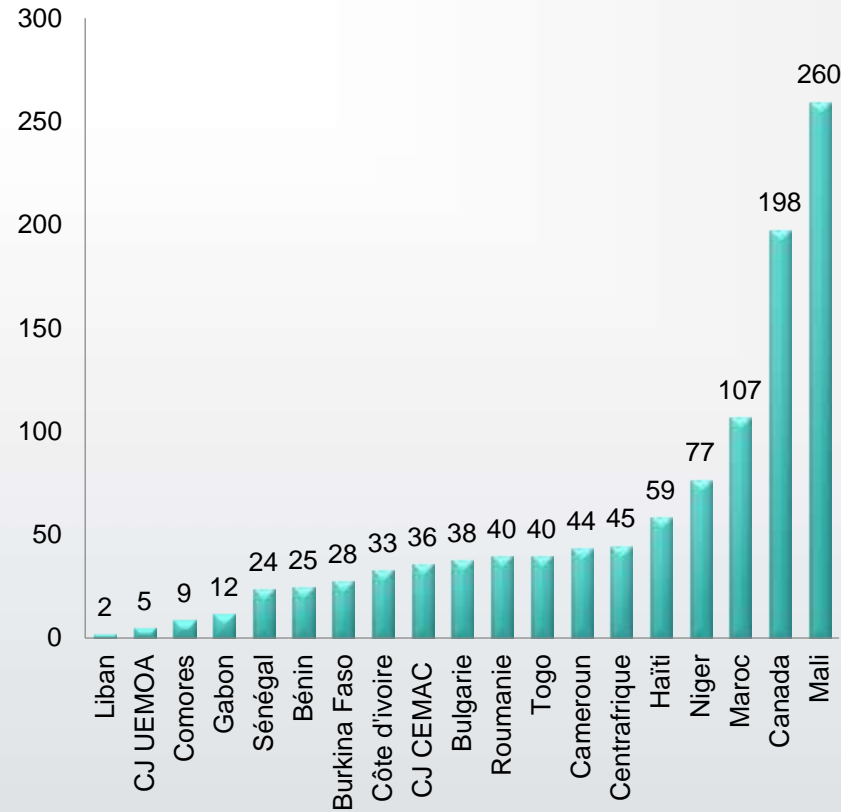
- COURS COMMUNAUTAIRES
- AFRIQUE
- COURS SUPRÊMES NATIONALES
- AFRIQUE
- PAYS ARABOPHONES
- OCÉANIE
- EUROPE ET CANADA



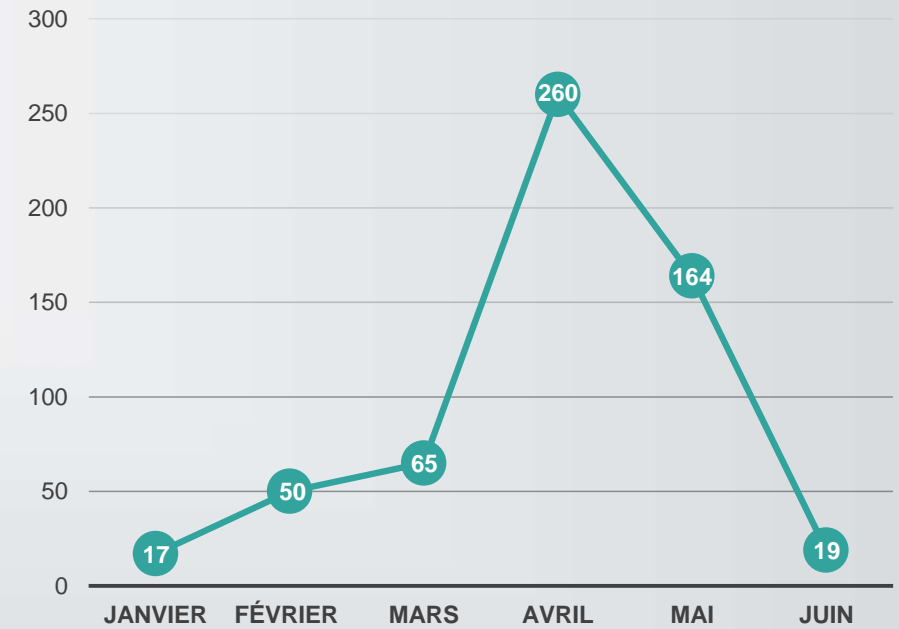
AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES

La dynamique de
Cotonou mars
2019

Réseau des
correspondants
AHJUCAF/JURICAF



Intégration dans JURICAF
1er semestre 2019





La jurisprudence francophone des cours suprêmes



AHJUCAF
COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
FRANCOPHONES



Suivez-nous sur Facebook

<https://juricaf.org>

<https://www.ahjucaf.org>

Diffuser la jurisprudence des Cours suprêmes judiciaires de la francophonie au temps d'internet

Présentation réalisée par :

Jean-Paul Jean, président de chambre honoraire à la Cour de cassation (France) Secrétaire général de l'AHJUCAF

Mehdi Ben-Mimoun, greffier, AHJUCAF

sgahjucaf@ahjucaf.org

Aide à la réalisation graphique : Tekmedias – michael@tekmedias.com



مَحْكَمَةُ الْمَغْتَبِرِينَ

12-14 juin 2019
Beyrouth

se met aux couleurs de l'AHJUCAF